

Tuer les Doucement

Malgré les invasions du Rwanda et de l'Ouganda dans la République démocratique du Congo (RDC) depuis 1996 et les morts qui en ont suivi, l'effondrement économique, et le coût du maintien de la paix de l'ONU, les gouvernements occidentaux continuent à fournir l'aide militaire et l'aide au développement significatives au Rwanda et à l'Ouganda. Compte tenu du nombre de rapports de l'ONU, les ONG internationales, et la presse, il est impossible que les pays donateurs ne soient pas au courant des activités menées par le Rwanda et l'Ouganda en RDC. Avec la création de la Cour pénale internationale (CPI), des solides arguments peuvent être faites que sciemment pour donner une aide aux pays qui vont l'utiliser directement ou indirectement à des guerres d'agression, les donateurs feraient complices de crimes de guerre et crimes contre l'humanité. (L'Alien Tort Claims Act).

Il est probable que plus de gens sont morts (soit directement ou indirectement) à la suite du conflit dans la République démocratique du Congo (RDC) de 1996 à nos jours, que dans les rwandais et Cambodgienne génocides ensemble. Le Rwanda et l'Ouganda ont bénéficié de leurs invasions de la RDC. L'argument commence avec le Rwanda et puis se tourne vers l'Ouganda. ' Les chiffres du revenu et des coûts mentionnés dans le reste de cette section sont résumés dans le Tableau 1.

L'auteur reconnaît d'emblée que l'analyse considère ici les coûts et les avantages purement financiers du Rwanda sur l'investissement depuis 1997, le fonctionnaire de l'armée rwandaise n'a jamais dépassé le budget de \$ 100 millions de dollars Américain par année, mais que vraisemblablement sans rapport avec les dépenses réelles militaire. Un rapport de

l'ONU par groupe d'experts a publié en avril 2001, et qui a enquêté sur l'exploitation illégale et d'autres formes d'accumulation de richesse dans le DRC, a estimé que l'armée rwandaise était probablement entrain de dépenser au moins 51,6 millions de dollars Américain par an en RDC sur les troupes et sur le transport aérien sur lequel peuvent être ajoutés selon les estimations 8,4 millions de dollars annuellement pour les munitions, l'équipements et la maintenance dans le DRC. Cela donne un coût total de 60 millions de dollars Américain. Une Rapport du Groupe spécial plus tard en 2001, avec l'extrapolation d'une source au ministère rwandais de la Défense, estimé que le budget de la défense totale (y compris le fonctionnement en RDC) à atteins au total jusqu'à 400 \$ million de dollars Américain et que 80% a été payé par l'armée rwandaise sur les opérations au Congo, ce qui signifie que les coûts et les retours étaient susceptibles d'être considérablement plus élevé.

Selon le Panel de l'ONU, «les militaires du Rwanda semble être bénéficiaires du conflit. En effet, le Groupe a noté une très bonne intégration entre l'appareil militaire, l'Etat (civile) de la bureaucratie et de la communauté d'affaires.

APR finance ses guerre en République démocratique du Congo de cinq manières: (a) diriger les activités commerciales, (b) Résultat d'actions qu'elle détient dans certaines sociétés; (c) les paiements directs Le RCD-Goma; (d) les impôts perçus par le «Bureau Congo» et autres paiements effectués par des particuliers pour la protection de L'APR fournit pour leurs entreprises, et (e) absorption directe par les soldats de la terre »

Tableau 1:

Estimations des finances rwandaises et ougandaises pour la guerre en RDC	Rwanda Estimation base	Rwanda estimation haute	Uganda estimation haute
	US Million de dollars	US Million de dollars	US Million de dollars
Trafique de diamant	1.8	40.0	1.8
Payement autorisation	4.0	4.0	0.0
Trafique de l'Or	--	15.0	104.9
Trafique de Coltan	167	191.0	6.2
Trafique de Niobium	0.0	0.0	0.0
Trafique de Timber	0.0	0.0	0.7
transfers (revenue de	0.0	0.0	60.0

Tax)			
revenue Total	172.8	250.0	174.4
Troupes (inclus transport terrestre)	30.0	30.0	23.6
Ammunition, Equipment and Maintenance	8.4	8.4	3.8
Vole aérienne	21.6	21.6	0.0
Total Coût	60.0	60.0	27.4
Net gain	112.8	190.0	147.0

Source: Author based on sources cited in the text

Après 1997, les exportations rwandaises du coltan, un minéral utilisé dans la fabrication de téléphones cellulaires et autres appareils de haute technologie, ont considérablement augmenté. La plupart du coltan a été exploité en RDC dans les zones sous le contrôle Rwandais avant d'être expédiés à l'étranger grâce à Kigali sous contrôle informel de service administratif en charge de la RDC, le «Bureau Congo», et deux entreprises: le Rwanda Métaux et le GRANDS LACS.

Après 1997, les exportations rwandaises du coltan, un minéral utilisé dans la fabrication de téléphones cellulaires et autres appareils de haute technologie, ont considérablement augmenté. La plupart du coltan a été exploité en RDC dans les zones sous le contrôle Rwandais avant d'être expédiés à l'étranger grâce à Kigali sous contrôle informel de service

administratif en charge de la RDC, le «Bureau Congo», et deux entreprises: le Rwanda Métaux et le GRANDS LACS.

Des documents ont été signés par un même ancien chef du bureau Congo, Dan Munyuneza, et les principaux partenaires du Rwanda Metals semblait être des officiers supérieurs de l'armée. En outre, l'armée rwandaise est souvent apparue à attaquer les milices Maï Maï au moment où ceux-ci avaient recueilli de coltan dans les zones sous leur control. Il y avait un certain nombre de rapports que l'armée rwandaise apporté des prisonniers au Rwanda, qui ont offert une réduction de peine et / ou certains paiement comme mineurs de coltan. Un chercheur indépendant, Bjorn Willum, rapports cinq sites miniers d'où L'armée rwandaise a transporté le coltan directement vers le Rwanda par avion ou hélicoptère. Avec l'ancien ambassadeur canadien de l'ONU Robert Fowler , il allègue également que les diamants angolais ont été exportés par le rebelles Union National indépendance totale de l'Angola (UNITA) à travers Rwanda, sans aucun doute pour fournir des paiements à l'est du Congo, en violation d'un embargo de l'ONU sur les achats ou la vente de diamants angolais.

Le Groupe n'a jamais fourni de chiffre global pour tous les ressources que le Rwanda ou d'autres parties ont amassées en RDC, ni pour tous les dommages causés par l'invasion de l'économie congolaise. Cependant, l'extrapolation à partir du panneau et d'autres sources telles que Willum, le gouvernement rwandais a piller en RDC pour l'année 2000 peut être estimée comme suit:

- Les diamants: si le Rwanda ne produit pas de diamants, elle a exporté 1,8 millions de dollars des pierres précieuses en 2000

Il a aussi gagné au moins 4 millions \$ US accorder a l'autorisation de diamantaires, tels que MM Nassour et Arslanian, opérant dans les zones sous son contrôle, fournissant en moyenne US \$ 2 millions par an a chacun directement au Congo. Willum estime que le commerce total des diamants pourraient avoir été à la hauteur de US \$ 1,8 millions à 40 millions \$ US en 2000, selon le tableau 1.

- Le coltan: basé sur les chiffres fournis par le Panel, les recettes du coltan doit avoir eu au moins 167 millions de dollars pour 2000 (l'année de prix les plus élevés), tandis que Willum fourni une estimation prudente de 191 millions de dollars.

- Or: le Groupe spécial ne donne pas une estimation de l'or ou toutes les autres taxes, les licences schémas, etc. monopoles que le RDF mis en place dans l'Est de la RDC, mais pour Willum une estimation d'au moins US \$ 15 millions pour l'or qui est parti au Rwanda. Basé uniquement sur les informations du Groupe spécial, les rwandais ont pillés en RDC au moins de \$ 172,8 millions de dollars américain pour l'an 2000, selon le tableau 1, Willum estime que \$ 250 de dollars américains serait une estimation conservatrice. Cela se compare à un coût monétaire de 60 millions de dollars américain pour les opérations de l'armée rwandaise en RDC, donnant un bénéfice net compris entre \$ 112,8 millions de dollars américain Contribué à la tragédie humanitaire en RDC et de \$ 190,0 millions de dollars américain. Si les opérations militaires du Rwanda au DCR sont considérées comme un investissement, ils L'Ouganda avait généralement une plus petite empreinte en RDC que le

Rwanda, mais il était également inefficace à la réalisation de tout "progrès" par rapport à ses groupes rebelles basés là-bas.

Selon le Groupe, L'Ouganda avait environ 10.000 soldats en RDC à un moment au Congo.

Etant donné une force totale de 50000 dans l'armée ougandaise et un budget global du

personnel de \$ 41 millions de dollars américain en 1999, ce serait donner un coût de base de

8,2 millions de dollars, plus les bonus de 2,4 millions de dollars américain pour un total

annuel de \$ 10,6 millions de dollars américain en frais de personnel au total. Les coûts de

transport de l'ONU Panel estimé à environ 13 millions d'euros.

En utilisant l'extrapolation même qui a été appliquée au Rwanda, nous estimons une autre \$

3,8 de dollars américains dans l'achat, l'entretien et le remplacement des équipements. Le

coût total estimé de Présence de l'Ouganda en RDC en 1999 était donc d'environ 27,4

millions de dollars, selon le tableau 1. Selon le Groupe, l'exploitation des ressources

ougandaises en RDC différent de celui du Rwanda en ce sens qu'il était moins

«systématique» et «pyramidale» et plus de travail des «... individus, essentiellement

supérieure et commandants de l'armée, en utilisant leur emprise sur leurs collaborateurs et

de certains fonctionnaires dans les mouvements rebelles dans l'exploitation des ressources

de la RDC.

Cependant, ceci est connu par l'establishment politique à Kampala ". Ceci n'est pas

surprenant étant donné qu'au sommet de la liste des personnes les plus impliquées étaient le

frère du président Museveni, le Major général Khaleb Akandwanaho (alias "Salim Saleh"),

Saleh épouse Jovia Akandwanaho, et Brigadier Général James Kazini, ancien chef d'état-major de l'armée ougandaise et ancien Commandant des opérations militaires dans le DRC.

"Le Groupe a reçu des informations très fiables clairement montrant comment le général Kazini a aidé la milice hema de formation différentes, et manipulé les groupes à combattre les uns les autres. ... Il ya de fortes indications que certains UPDF (l'armée ougandaise)

éléments peuvent déclencher des violences, afin de rester dans la région pour tenter de

contrôler la zone riche en or et le coltan zones potentiellement riches. Il y a, Par conséquent,

une intention claire des commandants militaires pour contrôler ces zones riches en minerais

et de garder l'exploitation à long terme. Comme avec le Rwanda, l'Ouganda pillage de la

RDC est difficile à estimer. Néanmoins, il y a suffisamment d'informations pour l'année 1999

de proposer une estimation prudente:

- **Or:** basé sur l'écart entre les exportations d'or ougandaises et ougandais

la production, on obtient environ US \$ 104,9 million.

- **Les diamants:** l'Ouganda n'a pas de production de diamants connus, mais exportés

d'environ US \$ 1,8 millions de dollars en 1999.

Afrique du Policy Journal, printemps 2006, vol. 1

- **Niobium:** L'Ouganda a également pas de production de minerai de niobium, mais ses

exportations augmenté à 0,8 million \$ US en 1999.

- **Coltan:** les exportations de ce minéral de l'Ouganda est passé de 2,6 tonnes avant le

conflit en 1997 à 69,5 tonnes en 1999. A US \$ 40/lb, qui donnerait 6,2 millions \$ US pour

1999. D'autres rapports d'estimer la production de l'Ouganda du coltan pour 1999 à 256,3 tons s'élevant à 2 712 tonnes en 2000, avant de tomber à presque zéro en 2001.

• **Bois:** basé sur les chiffres du Groupe spécial et le type de bois les plus couramment exportées, on obtient une estimation approximative de bois d'environ 0,7 million \$ US prises par l'Ouganda en 1999.

• **Taxe:** un autre moyen important dans lequel le Groupe soutient l'Ouganda a bénéficié était que taxes à l'exportation normalement due au gouvernement congolais n'ont pas été imputés à des sociétés contrôlées par des haut commandants ougandais et leurs mandataires opérant dans la RDC. Au contraire, ces taxes ont été payées à l'exportation de l'Ouganda, de manière efficace transférant en 1999 d'au moins 60 millions \$ US à la trésorerie ougandaise. Pour ne pas citer d'autres éléments comme la cassitérite (minéral), le café et d'autre affectation de crédits des ressources, nous obtenons une estimation prudente de l'Ouganda d'environ 174,4 millions de dollars US selon le **Tableau 1**.

Cela se compare à des coûts monétaires de l'incursion militaire de 27,4 millions de dollars, ce qui donne un revenu net de 147 millions \$ US. Si l'activité militaire ougandaise en RDC est considérée comme un investissement, il a eu un rendement estimé 536,5% pour 1999.avaient été estimés un retour net de 188-317%.

Non seulement le Rwanda et l'Ouganda bénéficient financièrement de leur invasion de la RDC, mais selon le Groupe, leur solvabilité également amélioré au cours de ce moment, qui a permis aux deux pays d'obtenir un soulagement de leurs dettes. La dette ougandaise a

chutée de près de US \$ 88,6 millions en 1999 à 47,1 millions de dollars US en 2000 suite à une importante radiation de la dette plus tôt dans cette année, tandis que le Rwanda versé environ 30,4 millions de dollars au service de la dette en 2000, tombant à 14,8 millions \$ US en 2001.

Annulation de dette peut être considérée comme une autre façon efficace de donner une aide inconditionnelle à ce deux pays. Bien sûr, même la conditionnalité de l'aide peut être contournée grâce à la fongibilité: si un donateur paie pour toutes les écoles et les hôpitaux (soit par le gouvernement ou des ONG), qui laissent plus d'argent à des fins militaires expéditives.

Selon l'OCDE, les principaux donateurs au Rwanda au cours des dix dernières années ont été les États-Unis, Royaume-Uni, l'UE et la Hollande. Il est inquiétant de voir que pendant cette période le Rwanda et l'Ouganda ont eu des plus grandes appropriations des ressources de la RDC, la communauté du développement apparue à la grêle ces deux pays comme des modèles de développement économique, et a favorisé l'introduction de l'aide inconditionnelle.

Par exemple, l'agence d'aide britannique (DFID) a annoncé en Septembre 2000, une subvention de £ 63, 000,000 (US \$ 95 millions) sur une période de trois ans pour soutenir «la politique du gouvernement rwandais, y compris la réduction de la pauvreté, la croissance économique et les initiatives de bonne gouvernance ».

L'aide militaire

En outre, le Rwanda et l'Ouganda ont bénéficié d'aide militaire. Les États-Unis, par exemple,

à des accords de coopération militaire avec les deux pays. Étonnamment, l'accord avec le Rwanda a été signé juste après une armée rebelle ayant des liens forts au Rwanda a cherché à prendre le contrôle de Bukavu, la capitale de la province du Sud Kivu, en Mai-Juin 2004. Le Département américain de la Défense a également admis que ses forces spéciales ont pourvues une formation de base à l'armée rwandaise dans tard en 1990. Une ONG américaine, Human Right Watch, affirme que, au moment le gouvernement américain s'oppose activement à l'enquête de l'ONU sur les atrocités en RDC et en privé, demandant au Président Laurent Désiré Kabila de ne pas coopérer avec l'investigation. Bien que le financement militaire à l'Ouganda soit censé prendre fin en 2006, le Rwanda et l'Ouganda continuent à recevoir un soutien de formation, et continuera à acheter des armes provenant des deux sources publiques et privées des États-Unis. Aussi récemment qu'en 2004-2005 l'aide militaire américaine s'élève à 4,8 millions de dollars pour l'Ouganda, tandis que les achats d'arme des États-Unis s'élevaient à US \$ 7,7 millions. Les chiffres équivalents pour le Rwanda ont été US \$ 0,6 et millions \$ 0,5 million⁵⁴ (en 2005), respectivement.

Afrique du Policy Journal, printemps 2006, vol. 1

Le bilan social de l'Ouganda est un peu mieux. Par exemple, le pays a fait de bonnes progrès sur le VIH / sida, en diminuant son taux d'infection de 14% des adultes dans le début des années 1990 à 9% en la fin de années 1990s. Toutefois, le Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme, une organisation indépendante à but non lucratif, suspendu US \$ 367 millions de dollars en subventions à l'Ouganda en août 2005,

après avoir découvert que 45 millions de dollars avaient été détournés à des ONG locales simulacre créé par les politiciens. Les fonds ont été seulement rétablis en Décembre 2005.

Par ailleurs, une étude récente du FMI constate que le niveau global de pauvreté a augmenté de 1999 à 2002. A partir de 1996, lors de sa première invasion en RDC, à 1999, son coefficient de Gini, qui mesure le niveau d'inégalité sur une échelle de 0 à 1, détérioré, de 0,37 à 0,4362. Les donateurs étrangers devraient aussi avoir considéré les dommages que leur aide au Rwanda et à l'Ouganda a causés dans la RDC voisine. Comme l'International Rescue Comité, une ONG indépendante, a déclaré en référence au conflit dans ce pays: «Dans une affaire de six années, le monde a perdu une population équivalente à l'ensemble du territoire de l'Irlande ou de Los Angeles. Combien d'innocents Congolais doivent périr avant que le monde commence à prêter attention? ».

En outre, presque toutes les autres infrastructures payées par les bailleurs de fonds étrangers en RDC ont été détruites et pillé au cours des deux invasions.

Après prise en compte du rendement net de l'exploitation du Rwanda des ressources de la RDC, (112,8 à 190,0 millions \$ US) en 2000, une suspension de l'US \$ 322,0 millions pour l'aide extérieure brute cette année aurait signifié une perte nette de US \$ 132,0 à 209.200.000 (de 220,0 à 348,7%). Si les 15,6 millions de dollars de l'allégement de la dette pour cette année inclus, la perte nette aurait été un US \$ 147,6 à 224.800.000 (246.0-374,7%). Cela a été équivalent à 07/03 à 11/06% du PIB pour 2000. Comme un rebelle rwandais a déclaré en 2002:

"Nous n'avons pas beaucoup lutté avec l'APR [l'armée rwandaise] dans les deux dernières

années. Nous pensons qu'ils sont fatigués de cette guerre, comme nous le sommes.

En tout cas, ils ne sont pas ici au Congo pour nous chasser, comme ils le prétendent. J'ai vu l'or et exploitation du coltan qu'ils font ici, nous voyons comment ils volent la population. Ce sont les raisons de leur présence ici.

L'APR vient et fait des tourner dans l'air et le raid maisons des villageois, mais ils ne nous attaquent plus. Si vous êtes chanceux et que vous avez un grand frère dans l'APR, il pourrait être en mesure de vous obtenir de la nourriture et munitions ".

En 2000, la nouvelle administration Bush a menacé de priver de soutien à l'aide du FMI au Rwanda si ce dernier n'a pas retiré ses troupes de la DRC. Rwanda en suite est sorti de la RDC en Septembre 2002, mais cela ne l'empêche pas de continuer à s'immiscer dans ce pays. Le Rwanda cherché à bloquer le processus de paix congolais et de garder ses mandataires au pouvoir: c'est l'impasse de rapatriement de ses rebelles hutus, il a encouragé les mouvements séparatistes congolais, et il a soutenu la guerre des milices dans la province de l'Ituni en DRC. Malgré des années de guerre et de pillage, le 14 avril 2005, le FMI et la Banque mondiale a accepté de radier 1,4 milliard \$ US de la dette du Rwanda sous le Pays Pauvres Très Endettés (PPTTE) initiative. Le 15 avril 2005 Kagame a rencontré le président Bush à la Maison Blanche et le 19 avril, il a de nouveau menacé d'envahir la RDC en dépit d'une paix en cours. Selon l'estimation précédente, l'Ouganda a obtenu un bénéfice net de 147 millions \$ US (536,5%) pour 1999, une année où il a reçu US \$ 590,4 millions en aide au développement, et a reçu un autre US \$ 41,5 millions de dollars en allégement de la dette.

Avait été suspendu une aide, et en supposant que le pays aurait maintenu sa présence en RDC, qui aurait représenté une perte nette de US \$ 443,4 millions (1618,0%). Si l'allègement de la dette pour cette année est inclus, la perte nette aurait été de US \$ 484,9 millions (1769,7%), équivalente à 8,1% du GDP Ouganda. Si nous avons inclus toutes les années futures d'allègement de la dette, la perte serait considérablement plus élevée. Il n'est donc pas surprenant que l'Ouganda ait choisi de quitter la RDC en 2003, sous menace de perdre aide.

Afrique du Policy Journal, printemps 2006, vol. 1

La situation actuelle

Aujourd'hui, le Rwanda continue à s'ingérer dans la RDC, tout en maintenant la répression à la maison. Les revenus proviennent toujours de procurations de la RDC, même après le retrait officiel de l'armée rwandaise:

par exemple, le Rwanda a affirmé avoir extrait 283 tonnes de cassitérite en 2003, mais officiellement exportés 1458 tonnes. Néanmoins, la Banque mondiale a juste donné au Rwanda une autre subvention de US \$ 55 millions le 10 novembre 2005 tandis que le FMI ensuite étendu allègement totale de la dette. Le Rwanda tente d'obtenir la communauté des donateurs afin de garantir son budget d'aide en échange d'une particulière réformes internes tandis que certains donateurs essaient de lier l'aide à certains secteurs tels que l'éducation au cas où ils ont de couper l'aide à cause de policiers du pays, bien que cela ne résoudre pas le problème de la fongibilité. Malgré le flux continu d'armes dans l'Ituni en Ouganda après le départ de l'UPDF, Uganda continue de recevoir une aide très généreuse, bien que

certains donateurs commencent à hésiter à cause Museveni a été réprimer son opposition, tout comme le Président Kagame. En Décembre, 2005, le FMI a annoncé un 100% radiation de la dette de l'Ouganda et le Fonds mondial pour le sida, Tuberculose et le paludisme a restauré les US \$ 360 millions précédemment suspendu. Ouganda a également permis à la politique HQ d'un nouveau groupe de rebelles rwandais [Rassemblement du peuple rwandais (RPR)] pour être mis en place à Kampala, qui regroupe à la fois de Tutsis et opposants hutus de Kagame. Le Rwanda, pour sa part, a été accusé pendant un certain temps de soutenir des groupes rebelles ougandais du Seigneur Resistance Army (LRA) et de la Rédemption Armée du peuple La Cour internationale de Justice (CIJ) déjà trouvé contre l'Ouganda en Décembre 2005, déclarant que le pays «est dans l'obligation de réparer à la RDC pour le préjudice causé»:

- "en s'engageant dans des activités militaires contre le Congo RDC sur le territoire de ce dernier, en occupant l'Ituri et par activement sur les plans militaire, logistique, économique et financier des forces irrégulières qui opéraient sur le territoire de la RDC, a violé le principe de non-usage de la force dans les relations internationales et le principe de la non-intervention;
- ... par le comportement de ses forces armées, qui ont commis des actes de meurtre, la torture et autres formes de inhumaines traitement de la population civile congolaise, ..., ainsi que par son échec, en tant que puissance occupante, à prendre mesures à respecter et à garantir le respect des droits humains et du droit international humanitaire dans le district d'Ituri, violé ses obligations en vertu du droit international des droits humains et du droit international humanitaire;

• ... par des actes de pillage et d'exploitation des ressources naturelles congolaises commis par des membres des forces armées ougandaises sur le territoire de la RDC et par son incapacité à se conformer à ses obligations en tant que puissance occupante dans le district de l'Ituri pour prévenir les actes de pillage et d'exploitation des ressources naturelles congolaises ressources, violé des obligations envers la RDC sous la loi internationale ".

La RDC a demandé 10 milliards de dollars en réparation et les deux pays sont actuellement en le processus de négociation. Compte tenu du montant égal ou supérieur de preuves contre le Rwanda, la CIJ aurait probablement trouvé son encontre ainsi mais le Rwanda a refusé la juridiction de la CIJ l'avance et la Cour a décidé qu'il n'était pas compétent pour connaître du case.

Y a-t-il les responsabilités individuelles?

Crimes individuels de cette nature sont maintenant sous la juridiction de l'International Cour pénale internationale (CPI), créés en Juillet 2002, qui a entamé le traitement des affaires et de développement d'une jurisprudence. Son statut n'a pas été ratifié par tous les pays mais déjà Thomas Lubanga, le chef du mouvement rebelle congolais, l'Union des patriotes congolais, qui a été soutenu par l'Ouganda et le Rwanda à différents moments, a comparu devant le Cour pénale internationale. Faut-il que dirigeants de l'Ouest qui ont aidé certains de ces individus aussi être inculpé?

L'article 5 du Statut de Rome instituant la Cour énumère les crimes de génocide, l'agression, crimes de guerre et crimes contre l'humanité relevant de la compétence de la Cour. Les articles suivants élaborés sur ces derniers. L'article 7 énumère les crimes contre l'humanité

commis dans le cadre d'une attaque généralisée ou attaque généralisée ou systématique dirigée contre une population civile. Les crimes de guerre sont définis afin d'inclure la tombe violations des Conventions de Genève de 1949 ainsi que d'autres violations graves des lois et des applicable dans les conflits armés internationaux, y compris des douanes de diriger intentionnellement des attaques contre la population civile, les hôpitaux attaquer, pillant, enrôlement d'enfants de moins de quinze ans, etc.

Tous ces crimes ont été commis en abondance durant l'invasion de la RDC, comme déjà noté dans le jugement rendu par la CIJ contre l'Ouganda citée ci-dessus.

Afrique du Policy Journal, printemps 2006, vol. 1

L'article 25 du Statut de Rome définit la responsabilité pénale individuelle pour le dessus de crimes: «dans le but de faciliter la perpétration d'un tel crime, aide, encourage ou assiste dans ses commission ou à la tentative, y compris en fournissant les moyens de cette commission ». L'article 30 ajoute qu'une personne est pénalement responsable et peut être puni que si les éléments matériels sont commis avec intention et connaissance. Le statut passe à dire une personne a l'intention où il les moyens de s'engager dans la conduite et par rapport à conséquence, la personne entend qu'il cause ou est conscient qu'il va se produire dans le cours normal des événements. Par ailleurs, en vertu du Statut de Rome, il n'est pas l'immunité pour le bureau holders.

Y a-t-il des responsabilités des donateurs?

Même si elles ne participent pas activement à des invasions Ouganda et le Rwanda et les massacres que certains allège, les donateurs étrangers ont certainement fourni des moyens

financiers pour le Rwanda et l'Ouganda et devrait être conscients du fait que ces pays ont commis les crimes inclus dans la loi. Il y a assez de documentation disponible pour eux de connaître la situation en RDC.

Déjà en 2001, le panel de l'ONU a déclaré que: «Le lien entre la poursuite du conflit et l'exploitation des ressources naturelles des ressources n'aurait pas été possible si certaines entités, et non parties au conflit, n'avait pas joué un rôle clé, volontairement ou pas dans ce cas. Les donateurs bilatéraux et multilatéraux et de certains pays voisins et lointains ont passivement facilité l'exploitation des ressources de la RDC et la poursuite du conflit ».

Le Groupe spécial a conclu que «l'augmentation des revenus de l'armée rwandaise et de la vente du coltan a été rendue facile par la volonté politique ... légitimation fournies par certains pays développés ». Le Groupe a également suggéré que "le problème est que les dépenses et les services qui étaient censés être fournis et couverts par des Gouvernements du Rwanda et l'Ouganda et qui sont couverts par l'aide bilatérale constituer une épargne dans le budget nationale ». Si ces économies utilisées pour financer cette guerre?

Les institutions multilatérales ont également un cas à se reprocher. En ce qui concerne l'Ouganda, des notes d'échangées entre la Banque mondiale montrent clairement que la Banque a été informée d'une augmentation significative de l'or et de diamants des exportations d'un pays qui produit très peu de ces minerais: «Internal confirmer que des discussions "un membre du personnel a averti son collègue que le silence de la Banque mondiale ferait exploser dans le visage de la Banque.

La Banque n'a pas seulement encouragés l'Ouganda et le Rwanda indirectement par la défense de leur cause, mais également donnait l'impression de les récompenser en proposant à ces pays le soulagement de leurs dettes très endettés dette des pays pauvres initiative. " Par ailleurs, le Groupe souligne que le pillage des ressources de la RDC a également permis le deux pays pour accroître les emprunts et augmenter les budgets de défense en conservant le même pourcentage du budget de dépense de la défense. Jusqu'à présent, les donateurs ont refusé d'admettre la responsabilité. Un porte-parole du Foreign Bureau, par exemple, a admis que si l'implication rwandaise en RDC orientale ont été prouvées, La position du Royaume-Uni devra être reconsidéré, mais «jusqu'à maintenant, [ils avaient] trouvé aucune preuve que le Rwanda [était] le financement des groupes de miliciens en RDC. Nous étions préoccupés par des rapports de l'implication rwandaise pendant le Bukavu crise en Mai-Juin 2004. La Mission des Nations Unies en RDC n'a pas pu confirmer ces rapports, et le Gouvernement rwandais les a niés catégoriquement. Toutefois, le personnel de la MONUC personnellement et régulièrement informés l'ambassadeur britannique à Kigali de tels faits et d'un rapport par un panel d'experts avait formellement fait le point dans un rapport publié en Juillet 200 5. Ironiquement, le Premier ministre Tony Blair est aussi derrière l'Extractive Industries Transparency Initiative, qui «vise à assurer que les revenus de les industries extractives contribuent au développement durable et de réduction de la pauvreté ». Il n'est pas surprenant, ni Rwanda, l'Ouganda, ni la RDC n'ont signé ce jour.

De l'avis de l'auteur, les gouvernements donateurs ont un boîtier pour répondre, car leur

comportement peut raisonnablement être interprété comme une aide. Compte tenu des rapports crédibles par les organisations internationales et Les ONG, elles devraient avoir connu la nature des activités des gouvernements qu'ils aidaient et que leur aide pourrait faciliter des actes criminels. Comme la RDC est partie au Statut de Rome, les crimes commis il ya potentiellement de la compétence de l'ICC. Même là où les autres États impliqués ne sont pas signataires, la CPI reste théoriquement pu juridiction.

Malgré US hostilité officielle à la CPI, le droit américain contient certains remèdes pour de tels actes sous l'Alien Torts Act (ACTA) : **(1)** ... L'Alien Tort Claims Act confère aux tribunaux fédéraux de district "original jurisdiction de toute action civile intentée par un étranger pour un délit civil uniquement, commis en violation de la loi des nations ». ... **(2)** ... Nous ont reconnu que la torture, assassiner, et l'esclavage sont des violations du jus cogens et, par conséquent, les violations de la loi des nations.

(3) Nous estimons que la norme pour complicité dans l'ATCA est, comme discuté ci-dessous, sachant pratiques l'aide ou l'encouragement qu'il a un effet important sur la perpétration du crime ».

Est-ce que les hauts fonctionnaires dans les pays donateurs occidentaux ou les institutions multilatérales jamais être tenues responsables? Il est peu probable. Le Statut de Rome ne s'applique pas rétroactivement à son entrée en vigueur en 200298. Selon la loi américaine, les États étrangers et les institutions multilatérales sont normalement protégés contre poursuites pour les actes commis à l'étranger. Par ailleurs, la RDC ne serait probablement pas envie de bouleverser les donateurs étrangers, dont le soutien est essentiel.

L'expérience du passé n'est pas encourageant non plus: si en Yougoslavie, une commission parlementaire russe et d'autres ont essayé de porter une affaire contre l'OTAN pour les ses bombardements pendant la campagne du Kosovo en 1999, il a été rejeté par l'International Tribunal pénal pour l'Ancien Yougoslavie.

Afrique du Policy Journal, printemps 2006, vol. 1

Conclusion

Comment se fait après avoir passé tant d'argent pour tant d'années sur le développement, tant du L'Afrique est comme pauvres ou plus pauvres que c'était à l'indépendance? Pourquoi il y a tant de guerres en Afrique? Dans la fin, il est tout au sujet des incitations. Dans tout système, on s'attend normalement agresseurs soient punis, pas récompensés. Dans le monde hobbesien peu que l'on trouve dans de nombreux africains contemporains pays, non seulement sont certains dirigeants tentés de s'approprier ce qui appartient à leurs concitoyens soit par la force ou par la corruption, ils ont aussi parfois prendre ce qui appartient à leurs voisins. Lorsque de tels comportements sont tolérés - explicitement ou implicitement - pourquoi est choquée que quiconque guerre et la pauvreté persiste?

Parfois, la façon de mettre le feu est tout simplement d'arrêter d'acheter l'essence pour les pyromanes. En conclusion, plusieurs recommandations politiques claires se dégagent de l'affaire du Rwanda et Ouganda implication dans la guerre avec la RDC, et l'inaction des donateurs relative:

- Les donateurs devraient mener une véritable due diligence d'où leur argent de l'aide va et ce qu'il est utilisé pour, directement ou indirectement;

- Les donateurs devraient accepter une responsabilité de diligence raisonnable avant de fournir des militaires ou l'aide économique à un pays en guerre ou des violations flagrantes des droits humains contre ses propres citoyens;

- l'aide au développement est subordonnée à des comportements pacifiques. Si ces conditions de base sont pas suivi, aide au développement doit être suspendue et l'aide humanitaire doit être une évaluation critique;

- il est impératif que les donateurs se rendre compte publiquement de non respect de ces lignes directrices, si ce n'est dans les tribunaux, alors au moins devant l'opinion publique.

Tim Reid les tuer doucement: l'aide étrangère au Rwanda et en Ouganda

Contribué à la tragédie humanitaire en RDC

NOTES DE FIN

1 Les estimations pour le génocide rwandais se situe généralement entre 500.000 à 800.000. Démographe William Seltzer estimations le chiffre de 657 000 - voir Human Rights Watch. "Nombres" [http://www.hrw.org/reports/1999/rwanda/Geno1-3-](http://www.hrw.org/reports/1999/rwanda/Geno1-3-04.htm)

04.htm (consulté le 14 avril 2006), les numéros cambodgienne pour la gamme de Pol Pot l'ère de 1 million à environ 3 millions d'euros. Voir White, Mathew. Atlas historique du XXe siècle <http://users.erols.com/mwhite28/20centry.htm> (14 avril 2006). Tout

au plus, on obtient 3,8 millions de personnes pour ces deux génocides combinés. Le bilan des morts congolais (directs et indirects) de 1998 à 2004 est de 3,8 millions de dollars et comptant Selon l'Enquête sur la mortalité international Rescue

Committee (IRC). VOIR International Rescue Comité.

http://www.theirc.org/pdf/DRC_MortalitySurvey2004_RB_8Dec04.pdf

2 VOIR Mémoires Che Guevara de son temps dans le Congo oriental au cours des années 1960. Guevara, Che. Le rêve

africain: Le Journal de la guerre révolutionnaire au Congo. Harvill presse: Juillet 2000. 3 Initialement, le gouvernement rwandais

formé le Rassemblement congolais pour la démocratie (RCD), mais cela s'est plus tard scindée dans les nombreuses factions,

principalement le RCD-G (Goma) qui est resté le principal mandataire rwandais suivie par la RCD-K (Kisangani) et le RCD-ML

(Mouvement de libération) qui ont fusionné pour former le RCD-KML. Le RCD-KML par la suite reçu le soutien de l'Ouganda

avant de s'allier avec le gouvernement congolais. Le Mouvement de libération du Congo (MLC) était un groupe de ougandaise

soutenu qui a brièvement fusionné avec le RCD - KML. Le RCD-N (National) plus tard taillé un territoire séparatiste par le RCD-

KML comme de nombreux autres groupes plus petits financé par le Gouvernement rwandais ou des factions rivales de l'armée

ougandaise.

4 Maï Maï (également orthographié «Maï Maï») sont traditionnels congolais des milices d'autodéfense, particulièrement actifs

dans l'Est Congo. Généralement, ils sont localement en fonction même si, comme la dernière guerre continue, ils ont reçu

l'équipement de la Gouvernement de Kinshasa et progressivement adaptées plus formelle des structures militaires. Dans le

cadre de l'accord qui a pris fin la guerre, ils ont été inclus dans l'armée transitoire [«Forces armées de la République

démocratique du Congo» (FARDC)].

5 Source pour la carte: http://en.wikipedia.org/wiki/Democratic_Republic_of_the_Congo (consulté le 8 avril 2006).

6 International Rescue Committee. Mortalité enquête Op. cit.

7 Voir Human Rights Watch World Report 1998-République démocratique allemande (ex-Zaïre) p2 téléchargé à partir

www.hrw.org/worldreport/Africa-04.htm # P394_99843 (consulté le 04 Décembre, 2005). 8 AFDL l'Alliance des Forces

Démocratiques pour la Libération du Congo, un groupe de façade largement considéré comme ayant été créé et contrôlé par le

gouvernement rwandais. Pomfret, John. "Les Rwandais Led Révolte Au Congo". Washington Message 9 Juillet 1997

<http://www.washingtonpost.com/wp-srv/inatl/longterm/congo/stories/led070997.htm> (consulté Mars 17, 2006).

9 Banyamulenge sont des Tutsis congolais vivant au Sud-Kivu, même si le terme est souvent utilisé pour désigner tous les

Tutsis vivant la RDC.

10 Les Forces rwandaises de défense (FRD) ont appelé le Front patriotique rwandais (FPR) quand ils ont envahi le Rwanda de

l'Ouganda avant le génocide. Après la prise du pouvoir, ils sont devenus l'Armée patriotique rwandaise (APR) et changé leur

nom à nouveau autour de 2000. Dans de nombreux articles, les anciens noms sont utilisés 11 Lettre datée du 29 Juin 1998 du

Secrétaire général adressée au Président du Conseil de sécurité. S/1998/581

Anglaise 12 Déclaration présidentielle du 02 Juin 2000 (S/PRST/2000/20).

13 Rapport du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de République

démocratique du Congo (S/2001/357), paragraphe 113. p27.

14 En extrapolant à partir du budget ordinaire, basées sur des pourcentages.

15 Rapport final du Groupe d'experts sur l'exploitation illégale des ressources naturelles et autres formes de richesse de

République démocratique du Congo (S/2002/1146) par 71. p15.

16 Le Bureau Congo a été organisé par le Bureau de l'Armée rwandaise (FPR) de 1998 à gérer les recettes provenant de la

RDC. Voir les paragraphes 126 à 134 dans le Rapport du Groupe spécial S/2001/357 op cit. Pour plus de détails.